CONSEIL MUNICIPAL
PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DU 13 DÉCEMBRE 2024

Ordre du jour :

Objets soumis à débat ou délibération

- Correction Écriture Emprunt
- Droit de préemption – Parcelles ZH181, B748
- Droit de préemption – Parcelles ZL 140, 141, 143, 144
- Convention Territoriale Globale avec la CAF
- Ajout d'un cadre d'emploi au RIFSEEP
- Demande du CME

Informations et questions diverses

- Convention Ça Coule de Source
- Distribution du bulletin municipal
- Divers

Convocations adressées le 9 décembre 2024

L'an deux mil vingt-quatre, le treize décembre à vingt heures, les Membres du Conseil Municipal, légalement convoqués, se sont réunis à la Mairie sous la présidence de Monsieur DEULOFEU Jean-Louis, Maire.

Étaient présents : MM. DEULOFEU – RENIER – BLAIN – RAIMBAULT – BEAUSSIER – DALIGAULT – VERON – Mmes LEROUX – SALINGRE – POIRIER – PRINCE

Absents excusés : Mmes BESNIER – CHACUN – M. LOLLIER

Secrétaire de séance : Mme POIRIER

Le Procès Verbal du Conseil Municipal du 15 novembre 2024 n'ayant fait l'objet d'aucune observation est approuvé à l'unanimité des membres présents.

Mme Nicole Poirier est nommée secrétaire de séance.

OBJETS SOUMIS À DÉBAT OU DÉLIBÉRATION

Virement de crédit N°1/2024

Pour couvrir des dépenses de fonctionnement qui n'avaient pas été prévues ; le Maire informe le Conseil Municipal que conformément à la délibération du 12 avril 2024 l'autorisant à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, la décision suivante a été prise :

Le Maire

Vu l'article L 5217-10-6 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération n°24-04-04 du 12/04/2024 de vote du budget primitif 2024, donnant délégation de pouvoir au Maire pour procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre au titre de la fongibilité, à l'exclusion des dépenses de personnel, dans les limites suivantes :

- section de fonctionnement : 7,5 % des dépenses réelles de la section, soit un plafond de 53 434 €
- section d'investissement : 7,5 % des dépenses réelles de la section, soit un plafond de 42 375 € euros

Le solde des virements de crédits réalisés au titre de la fongibilité avant cette décision est le suivant :

Dépenses imprévues en fonctionnement	53 434 €
Dépenses imprévues en investissement	42 375 €

DÉCIDE

Article 1 : Il est décidé de procéder au virement de crédits suivants afin d'abonder le chapitre 65 pour pallier à une charge d'accord de médiation non prévue au budget primitif

Budget	Section	Imputation	Chapitre	Montant
2024	Fonctionnement	6042	011	- 2 000,00
2024	Fonctionnement	65888	65	+ 2 000,00

Le solde des virements de crédits réalisés au titre de la fongibilité après cette décision et qui devra être repris dans la prochaine décision de virement de crédit est le suivant :

Dépenses imprévues en fonctionnement	51 434 €
Dépenses imprévues en investissement	42 375 €

Correction d'écriture au niveau d'un emprunt

Concernant un emprunt auprès du Crédit Mutuel – Emprunt n°0642546 – les services de la Trésorerie de Laval ont noté qu'il y avait eu un chevauchement entre Capital et Intérêts et qu'une somme avait été trop mandatée en Capital et pas suffisamment au niveau des Intérêts, pour 5,43 € - échéance du 5 mars 2014.

Dans le cadre de la M57, le dispositif de correction d'erreurs est prévu. Il donne lieu à une écriture d'ordre non budgétaire réalisée uniquement par le Comptable public au vu d'une délibération.

En conséquence, ces explications étant données, le Conseil Municipal, après délibération, émet un avis favorable concernant cette décision et accepte que le compte 1068 soit débité de 5,43 € et que le compte 1641 soit crédité de la même somme, soit l'écriture comptable suivante :

DÉBIT	CRÉDIT	MONTANT	OBSERVATION
1068	1641	5,43	N° auxiliaire 900239320233

Droits de préemption – Parcelles ZH181, B 748

Ces deux parcelles, ZH 181 et B748, situées dans le périmètre urbain de la commune, pouvant être préemptées par la commune ; le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide de renoncer à son droit de préemption.

Droits de préemption – Parcelles ZL140, 141, 143, 144

Un bien constitué de 4 parcelles, ZL140 ZL141 ZL143 ZL144, situées dans le périmètre urbain de la commune, pouvant être préemptées par la commune ; le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, décide de renoncer à son droit de préemption.

Convention Territoriale Globale avec la CAF

La Convention Territoriale Globale (CTG) est une démarche stratégique partenariale qui a pour objectif d'élaborer le projet de territoire pour le maintien et le développement des services aux familles et la mise en place de toute action favorable aux allocataires dans leur ensemble. Elle

s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens à mettre en œuvre dans le cadre d'un plan d'actions adapté.

Dans ce cadre, le Conseil municipal délibère favorablement concernant cette Convention Territoriale Globale en prenant la délibération suivante :

Le conseil municipal,

- Valide la proposition d'élaboration du projet de territoire de la CTG à l'échelle de Laval Agglomération
- Valide la méthodologie présentée (thématiques socles à intégrer au diagnostic intercommunal : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, animation de la vie sociale, accès aux droits ; instances et calendrier prévisionnel)
- Nomme Mme Galard Isabelle comme technicien référent de la CTG et interlocuteur pour la Caf
- Nomme M. Raimbault Christian comme élu référent de la CTG et interlocuteur pour la Caf
- Approuve la participation de la commune au diagnostic et aux réflexions sur les thématiques suivantes à l'échelle intercommunale (permettra de constituer les groupes de travail) :
 - Petite enfance
 - Enfance-Jeunesse
 - Parentalité
 - Animation de la vie sociale (Centres sociaux, espaces de vie sociale, ...)
 - Accès aux droits

Ajout d'un cadre d'emploi au RIFSEEP

Isabelle Galard venant d'accéder au grade d'emploi de rédacteur dans le cadre des nouvelles mesures législatives concernant les secrétaires de Mairie, il y a lieu d'intégrer ce nouveau grade au RIFSEEP ; ainsi les articles 2 et 3 intègrent désormais cette modification.

De même concernant l'article 6 définissant les modalités de maintien ou de suppression du RIFSEEP, il y a lieu de procéder aux ajustements permettant à l'agent en situation de congé de longue ou grave maladie de percevoir le versement du RIFSEEP à hauteur de 33 % la 1^{re} année et de 60 % les 2^e et 3^e années. Pour les autres congés les modalités restent inchangées.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal valide à l'unanimité les modifications ci-dessus exposées et prend la délibération suivante :

Vu l'institution du RIFSEEP, part IFSE le 8 septembre 2017,

Vu l'instauration de la part CIA au 22 juin 2018,

Vu la révision des plafonds au 17 septembre 2019,

Vu l'étendu du RIFSEEP aux agents contractuels au 22 novembre 2021

Vu les modalités de maintien ou de suppression du RIFSEEP du 13 mai 2022,

Vu le décret n° 2024-641 du 27 juin 2024 relatif au régime de certains congés pour raison de santé des fonctionnaires et des agents contractuels de l'État

Vu l'avis favorable du comité technique en date du 6 décembre 2024,

Le Maire propose au Conseil Municipal de valider la modification des articles 2 et 3 ajoutant le cadre d'emplois Rédacteur ainsi que l'article 6 concernant les congés longue maladie et grave maladie comme suit :

Article 2 : Bénéficiaires

Au vu des dispositions réglementaires en vigueur, une telle prime a été instaurée pour le corps ou services de l'État servant de référence à l'établissement du régime indemnitaire pour les cadres d'emplois de :

- cadre d'emploi 1 : rédacteur,
- cadre d'emploi 2 : adjoint administratif,
- cadre d'emploi 3 : adjoint technique,
- cadre d'emploi 4 : adjoint du patrimoine

La prime sera versée aux fonctionnaires titulaires et aux contractuels.

Article 3 : Montants

Pour l'État, chaque part de la prime est composée d'un montant de base modulable individuellement dans la limite de plafonds précisés par arrêté ministériel. Les montants applicables aux agents de la collectivité sont fixés dans la limite de ces plafonds.

Chaque cadre d'emplois est réparti en groupes de fonctions suivant le niveau de responsabilité et d'expertise requis ou les sujétions auxquelles les agents peuvent être exposés.

Cadre d'emplois : Rédacteurs	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétions
Groupe 1	Secrétariat de Mairie
Groupe 2	Adjoint au responsable de la structure

Cadre d'emplois : Adjoints administratifs	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétions
Groupe 1	Agent en charge de la comptabilité, de la gestion du personnel...
Groupe 2	Agent en charge de l'État civil, de l'urbanisme, élections...

Cadre d'emplois : Adjoints techniques	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétions
Groupe 1	Adjoint technique polyvalent
Groupe 2	Adjoint technique d'exécution

Cadre d'emplois : Adjoints du patrimoine	Niveau de responsabilité, d'expertise ou de sujétions
Groupe 1	Adjoint du patrimoine polyvalent
Groupe 2	Adjoint du patrimoine d'exécution

Il est proposé que les montants de référence pour les cadres d'emplois visés à l'article 2 soient fixés à :

Cadres d'emplois	Groupe	Plafond annuel*	
		IFSE	CIA
Cadre d'emplois Rédacteurs	Groupe 1	17 480 €	2 380 €
	Groupe 2	16 015 €	2 185 €
Cadre d'emplois Adjoints administratifs	Groupe 1	11 340 €	1 260 €
	Groupe 2	10 800 €	1 200 €
Cadre d'emplois Adjoints techniques	Groupe 1	11 340 €	1 260 €
	Groupe 2	10 800 €	1 200 €
Cadre d'emplois Adjoints du patrimoine	Groupe 1	11 340 €	1 260 €
	Groupe 2	10 800 €	1 200 €

* Les plafonds annuels sont établis pour un agent exerçant à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective du travail pour les agents exerçant à temps partiel ou occupés sur un emploi à temps non complet.

Ces montants évolueront au même rythme et selon les mêmes conditions que les montants arrêtés pour les corps ou services de l'État.

Article 6 : Modalités de maintien ou de suppression du RIFSEEP (annulation de la délibération 22-05-04 du 13/05/22)

Conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État dans certaines situations de congés :

- En cas de congés annuels le RIFSEEP est maintenu intégralement
- En cas de congé maternité, adoption, paternité et accueil du jeune enfant : Le régime indemnitaire doit être maintenu dans les mêmes proportions que le traitement durant les congés pour maternité, adoption, paternité et accueil du jeune enfant (art 29 de la loi n° 2019-828).
- En cas de congé de maladie ordinaire : Le RIFSEEP suivra le sort du traitement, c'est-à-dire plein traitement pendant 3 mois et demi traitement pendant 9 mois.
- En cas de congé longue durée : Le versement du RIFSEEP ne pourra être maintenu en cas de congé longue durée.
- En cas de congé longue maladie : Le versement du RIFSEEP sera maintenu à hauteur de 33 % la première année et de 60 % les deuxième et troisième années.
- En cas de congé grave maladie : Le versement du RIFSEEP sera maintenu à hauteur de 33 % la première année et de 60 % les deuxième et troisième années.
- En cas d'accident de travail et de maladie professionnelle, le régime indemnitaire est maintenu à 100 % comme le traitement.
- En cas de temps partiel pour raison thérapeutique : les agents à temps partiel pour raison thérapeutique bénéficient du maintien de leur régime indemnitaire au prorata de leur durée effective de service.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, valide la modification des articles 2 et 3 ajoutant le cadre d'emplois Rédacteur ainsi que l'article 6 modifiant les modalités de maintien ou suppression du RIFSEEP.

Demande du Conseil Municipal des Enfants

Lecture est donnée d'une demande du Conseil Municipal des Enfants (CME) concernant une somme de 175 € pour finaliser l'opération de nomenclature des différents arbres sélectionnés place de la Mairie et au plan d'eau qui doivent recevoir des panneaux d'information.

Dans le même temps, un devis pour 6 cadres bois/plexiglas étant parvenu à la Mairie pour une somme de 225 € ; le Conseil Municipal donne un avis favorable à ce devis qui permettra au CME de terminer le projet du début de l'année 2024, concernant l'identification pédagogique des arbres qu'ils avaient sélectionnés.

INFORMATIONS ET QUESTIONS DIVERSES

Convention Ça Coule de Source

Elle doit être mise au point le 18 décembre par le CA de l'association. La Commune souhaite que la représentation des membres des communes reste équilibrée et que la commune centre – Port-Brillet – ne soit pas surreprésentée.

Distribution du Bulletin Municipal

Le bulletin municipal étant prêt, il devra être distribué à tous les habitants avant le 25 décembre 2024.

Divers

- Distributeur de baguettes

Ce dernier est fonctionnel depuis une quinzaine de jours. Deux formules de baguettes sont disponibles (baguette traditionnelle et baguette ordinaire).

Si l'on veut que ce service perdure dans le temps, il est nécessaire que ce service soit utilisé par la population.

- Huisseries Mairie

Les huisseries extérieures de la Mairie et de la Bibliothèque seront changées à partir du 6 janvier 2025.

- Prochaines dates

17 janvier 2025 – Vœux de la municipalité – A partir de 20h à la salle des fêtes

18 janvier 2025 – Après-midi intergénérationnel organisé par le CME – Salle des fêtes de 14 à 17h

24 janvier 2025 – Conseil Municipal à 20h en Mairie

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21H05

Nom	Signature	Nom	Signature	Nom	Signature
M. DEULOFEU		Mme CHACUN	Excusée	Mme LEROUX	
M. RENIER		Mme SALINGRE		Mme PRINCE	
M. RAIMBAULT		Mme BESNIER	Excusée	M. BEAUSSIER	
M. BLAIN		M. LOLLIER	Excusé	Mme POIRIER	Secrétaire
M. DALIGAULT		M. VERON			